

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – GAMBIE***

Freetown, juillet 2008

Le Gouvernement gambien a adopté en février 2007, un nouveau programme économique et financier dans le cadre d'une Facilité triennale pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce programme vise à consolider la stabilité macroéconomique réalisée ces dernières années et à favoriser les conditions d'une croissance économique soutenue et d'une réduction durable de la pauvreté. A cet égard, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures visant à accroître les recettes, assurer la prudence budgétaire et renforcer la politique monétaire.

Les indicateurs provisoires montrent que les autorités ont maintenu l'élan de croissance, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7 %. La performance macroéconomique a été caractérisée par un taux de change relativement instable et des poussées inflationnistes modestes, bien que le taux d'inflation ait été limité à un chiffre. Les taux d'intérêt nominaux sont demeurés généralement inchangés.

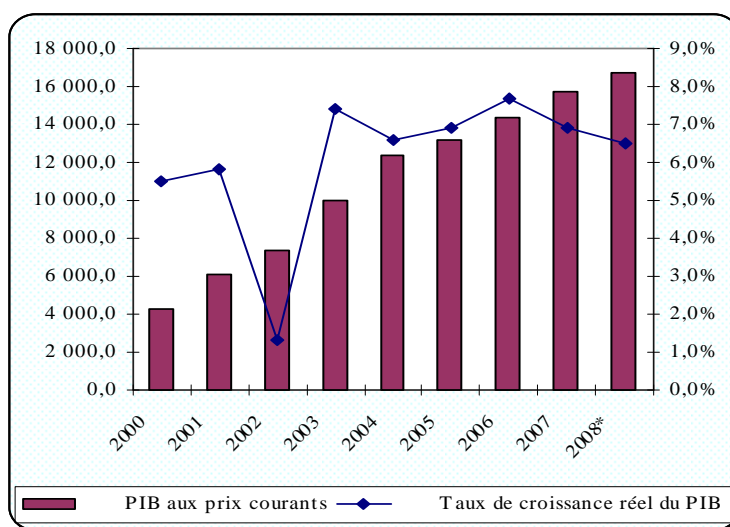
1 ANALYSE SECTORIELLE

1.1 Secteur réel

Bien que l'activité économique se soit ralentie légèrement, elle est demeurée robuste, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7,0 % en 2007, contre 7,7 % l'année précédente et un taux prévu de 3,5 %. Ce fléchissement s'explique par les contraintes naissantes dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment, bien que la croissance dans les secteurs des télécommunications et du tourisme demeure robuste.

Le taux de croissance dans le secteur agricole a chuté, passant de 6,5 % en 2006 à 1,3 %, en raison de l'insuffisance de la pluviométrie et du renchérissement des coûts des intrants agricoles. Sur une toile de fond marquée par un taux de croissance élevé de 8,8 % en 2006, le secteur du bâtiment s'est tassé, en raison d'une pénurie aiguë de ciment. L'envolée des cours du pétrole brut a eu une incidence sur la performance des secteurs manufacturier et industriel qui avaient été, jusqu'ici, le moteur de la croissance de la production ces dernières années. Cependant, les activités d'investissement dynamiques dans les secteurs du tourisme et de l'énergie ont contribué à un taux de croissance élevé de 11,3 % dans le secteur des services, contre 2 % en 2006.

En dépit du ralentissement du taux de croissance de la monnaie au sens large, l'inflation s'est légèrement accélérée, passant de 0,4 % à fin 2006 à un niveau record de 6,6 % en mai 2007, avant de baisser au cours du second semestre de l'année pour se stabiliser à 6 %. Outre l'effet d'entraînement de l'augmentation des prix des produits pétroliers, les poussées inflationnistes enregistrées au cours de l'année s'expliquent par les rigidités de l'offre (en particulier les perturbations de l'offre de denrées alimentaires importées de la Guinée et de la Guinée-Bissau) et l'augmentation des droits à l'importation des biens de consommation essentiels.

Graphique 3.33 : Evolution du PIB et du taux de croissance réel

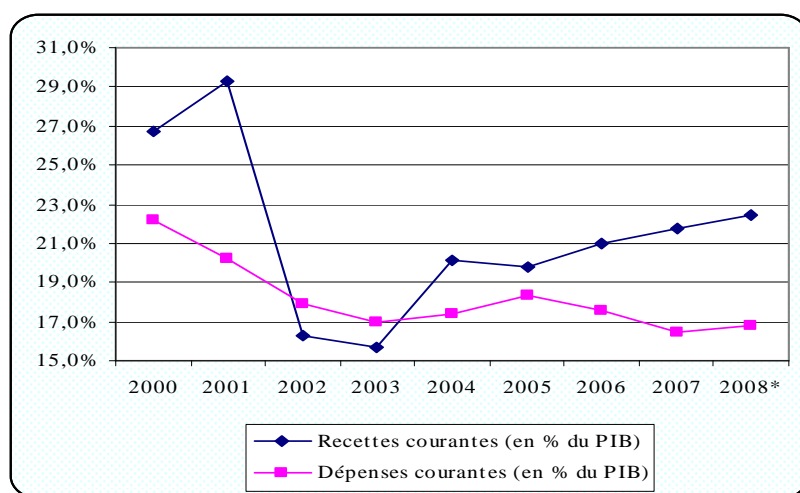
Source : CBG, AMAO

1.2 Finances publiques

Le gouvernement a introduit un certain nombre de réformes en 2007 visant à réduire au minimum la fraude fiscale et les coûts des opérations. Au nombre de ces mesures figurent : l'introduction des numéros d'identification fiscale, l'automatisation de la collecte des impôts et les mécanismes d'évaluation des impôts, ainsi que les augmentations des taxes sur les ventes, des tarifs douaniers et des frais de licence de télécommunications. En outre, le gouvernement a introduit un système de gestion de la trésorerie en 2006 afin de limiter les dépassements de dépenses. Il a prévu un déficit budgétaire global de 1,5 % du PIB en 2007.

Les réformes ont porté leurs fruits au cours de l'année considérée, dans la mesure où la performance budgétaire s'est considérablement améliorée. Selon les données, les opérations budgétaires se sont traduites par un excédent budgétaire global (sur base engagements, dons compris) de 0,1 % du PIB, contre un solde déficitaire de 2,2 % en 2006.¹ Le résultat a été un solde déficitaire global de 1 %, compte non tenu des dons. La balance primaire positive s'est également améliorée, passant de 4,2 % à 5,3 % du PIB en 2007.

¹ Le solde global sur base engagements, hors dons, a baissé, passant de 2,7 % en 2006 à 1 % en 2007.

Graphique 3.34 : Evolution des recettes et dépenses

Source : CBG, AMAO

Les opérations budgétaires de l'Etat se sont traduites par des besoins d'emprunt évalués à 926,9 millions de dalasi gambien (D), dont 71,4 % ont été financés par des sources extérieures, en particulier, par les dons au titre des projets, tandis que le reste a été financé par le système bancaire.

Les recettes totales (hors dons) au cours de la période considérée ont crû de 13,7 %, passant à 3 427,3 millions de D, ce qui représente 21,8 % du PIB. Les recettes fiscales ont légèrement progressé, passant de 18,8 % du PIB à 19,3 %, essentiellement sous l'effet de l'amélioration des taxes indirectes au titre du commerce international, des produits pétroliers, des biens et services, reflétant les politiques de majoration des droits de douane. Les recettes non fiscales ont crû de 21,6 %, contre une baisse de 7 % en 2006.

Les dépenses totales (prêts nets compris) se sont décélérées, s'établissant à 22,3 % du PIB, contre 23,7 % l'année précédente. Conformément à la politique de restriction budgétaire adoptée ces dernières années, il s'en est suivi une réduction du niveau des dépenses courantes, qui sont passées de 17,6 % à 16,4 % du PIB en 2007. Une réduction des paiements d'intérêts, suite à l'allègement accordé au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale, explique également ce résultat. La demande accrue de dépenses pour les salaires et émoluments du secteur public, ainsi que pour les biens et services s'est également ralentie au cours de la période. Les transferts (subventions comprises) aux institutions publiques ont augmenté de 22 %, passant à 434,3 millions de D. Cependant, les dépenses en capital ont continué de baisser, passant de 6,2 % à 5,8 % du PIB, ce qui indique que les dépenses au titre de ce poste enregistrent une tendance à la baisse depuis 2004.

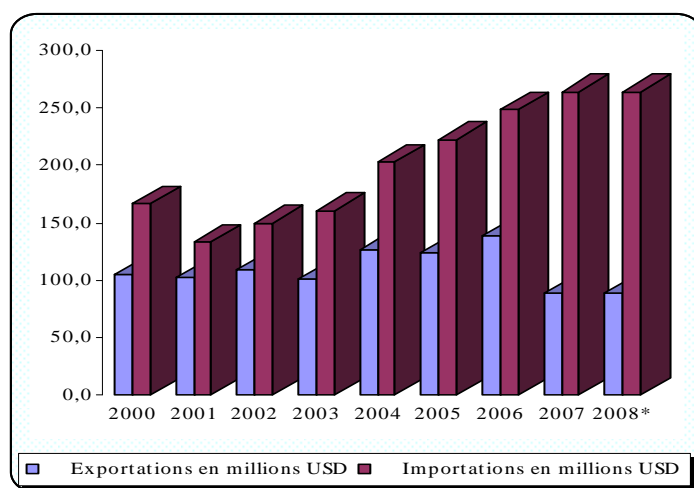
1.3 Secteur extérieur

Les données montrent que la balance des paiements est demeurée viable en 2007, en dépit de certaines contraintes liées au compte du commerce de marchandises. La balance globale s'est améliorée, passant d'un excédent de 7,4 millions de \$ EU à 10,8 millions de \$ EU, soit 1,9 % du PIB.

En revanche, le solde déficitaire du compte courant (transferts publics non compris) s'est également creusé de 20,1 %, passant à 111,1 millions de \$ EU, soit l'équivalent de 14,8 % du PIB. Le solde du déficit commercial a suivi la même tendance, passant de 12,1 % en 2006 à 14,8 %. Les exportations totales ont baissé de 3 %, en raison des conditions climatiques défavorables, qui ont eu une incidence négative sur la production de biens d'exportation primaires du pays, en particulier l'arachide et les

produits connexes. Par ailleurs, les importations nationales ont augmenté de 4,9 %, passant à 261,2 millions de \$ EU, induites essentiellement par l'augmentation des coûts des combustibles et des lubrifiants et par l'accroissement de la demande de biens de consommation, de biens intermédiaires et de capital. Le commerce de réexportation du pays a également fléchi en 2007, dans la mesure où le niveau de l'activité économique dans ce domaine ne s'est pas tout à fait redressé, suite à la crise frontalière entre le Sénégal et la Gambie en 2005 et 2006. Cependant, le compte des services était positif, enregistrant une légère augmentation due à l'amélioration continue des envois de fonds privés et des revenus de voyages.

Graphique 3.35 : Evolution des exportations et importations



Source : CBG, AMAO

Le compte de capital est demeuré souple avec un solde positif de 70,5 millions de \$ EU, bien qu'il ait accusé une baisse relative de 13,9 %, en raison des dépenses nettes au titre des investissements de portefeuille dans d'autres pays. Cependant, ce compte était dominé par l'investissement direct étranger dans les secteurs du tourisme, de la banque, de la communication et du bâtiment. Les prêts publics au titre des projets ont également enregistré une légère progression de 38,1 %.

Les transactions liées à la balance des paiements se sont traduites par une amélioration des réserves extérieures brutes, qui ont augmenté de 18,4 % pour s'établir à 120,2 millions de \$ EU à fin 2007. Le niveau des réserves extérieures brutes représentait l'équivalent de 5,5 mois de couverture des importations, contre 4,9 mois au cours de l'année précédente.

En dépit de la souplesse de la balance des paiements en 2007, la monnaie nationale (le dalasi) a perdu sa stabilité relative par rapport aux principales monnaies internationales. Elle s'est appréciée de 21,2 %, 24,5 % et 10,4 % par rapport à la livre sterling, à l'euro et au dollar EU, respectivement.² Cette appréciation s'explique par les flux importants de devises (transferts privés, prêts publics et investissements directs étrangers), dont certains sont détenus par le secteur privé.³

La position de la dette extérieure de la Gambie s'est raffermie de 3,7 %, passant à 676,4 millions de \$ EU, soit 90,3 % du PIB. La position de la dette extérieure par rapport aux exportations de biens et services non facteurs s'est davantage augmentée, passant de 546,2 % à 566,5 %. Le ratio service/exportations s'est également amélioré, représentant 162,1 % des exportations totales. Ces

² En 2006, la monnaie nationale s'est dépréciée de 7,6 % par rapport à la livre sterling, s'est appréciée légèrement de 0,3 % par rapport au dollar EU et s'est dépréciée de 6,9 % par rapport à l'euro.

³ En dépit des flux sous forme de transferts privés et publics, l'investissement direct étranger et les prêts projets, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont baissé, passant de 4 330,4 millions de ₮ à 4 026,7 millions de ₮.

données montrent que la position de la dette extérieure de la Gambie n'est guère soutenable à l'heure actuelle.⁴

Tableau 3.9 : DONNEES RELATIVES A LA SOUTENABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Position de la dette extérieure (millions de \$ EU)	460,4	513,1	581,8	611,8	652,2	676,4
Dette extérieure /PIB (%)	147,3	159,2	139,9	130,2	127,5	90,3
Dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%)	385,6	429,7	487,3	512,4	546,2	566,5
Service de la dette extérieure/PIB (%)	24,0	33,5	31,1	31,6	30,5	25,8
Service de la dette extérieure/exportations de biens et services non facteurs (%)	62,8	90,3	108,2	124,5	130,6	162,1

Source : CBG

1.4 Evolution dans le secteur monétaire

Compte tenu de l'évolution de l'inflation constatée pendant l'année, la Banque centrale de Gambie a estimé qu'il était nécessaire de procéder à une révision à la hausse des taux d'intérêt, en augmentant le taux de réescompte de 100 points de base, qui passerait à 15 %.⁵ Le taux des bons du Trésor à 91 jours est passé également de 12,8 % à 13,7 %, reflétant son utilisation comme principal instrument de gestion de la liquidité en 2007. Pendant que le taux d'épargne moyen se stabilisait à 6 %, le taux prêteur moyen a reculé de 50 points de base pour s'établir à 22,5 %, ce qui explique l'augmentation relative des crédits accordés par le système bancaire au secteur privé.

Afin de maintenir l'objectif d'un taux d'inflation à un chiffre et la stabilité du taux de change, la Banque centrale de Gambie a élaboré une stratégie visant à améliorer la gestion de la trésorerie et a adopté, par conséquent, une politique monétaire restrictive avec des interventions périodiques sur le marché des changes.

Tableau 3.10 : EVOLUTION DES PRINCIPAUX AGREGATS MONETAIRES

AGREGATS MONETAIRES	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Base monétaire	21,1	34,1	62,7	11,0	11,9	24,3	-4,3
Masse monétaire sens large (M2+)	22,2	32,2	43,4	18,3	13,1	26,2	6,7
Monnaie au sens étroit (M1)	20,0	48,8	63,5	8,2	6,9	26,0	0,6
Circulation fiduciaire	21,4	21,6	48,4	19,7	0,6	36,0	-12,8
Dépôts à vue	18,4	82,9	76,2	0,1	12,1	18,5	12,1
Quasi-monnaie	24,3	16,4	19,0	35,1	21,5	26,5	13,8

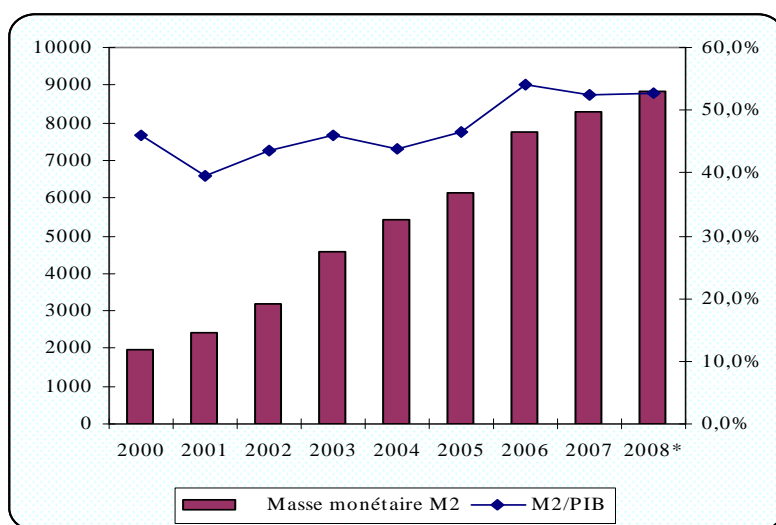
Source : CBG

Les données dans le tableau ci-dessus montrent que la politique monétaire était restrictive, conformément à l'objectif fixé pour l'année. La base monétaire, objectif intermédiaire, a baissé de 4,3 %, contre un taux de croissance de 24,3 % l'année précédente. La masse monétaire a augmenté de 6,7 %, contre un taux de croissance élevé de 26,2 % enregistré en 2006. La gestion stricte de la liquidité s'est traduite par une baisse de 12,8 % de la circulation fiduciaire. Cependant, les dépôts à vue et la quasi-monnaie (comprenant l'épargne, les dépôts à terme et en devises) ont enregistré une croissance modeste, bien que les taux soient relativement inférieurs à ceux de 2006.

⁴ La position de la dette extérieure d'un pays est généralement jugée soutenable, lorsque les paiements prévus au titre du service de la dette sont inférieurs à 25 % des biens et services non facteurs et lorsque le ratio net dette/exportations est inférieur à 250 %.

⁵ Les taux d'intérêt ont enregistré une tendance à la baisse ces dernières années.

Graphique 3.36 : Evolution de la masse monétaire



Source : CBG, AMAO

La décélération de la masse monétaire s'explique essentiellement par une baisse des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, en particulier ceux des banques de dépôt qui ont baissé de 33,5 % par rapport à fin 2006. Par ailleurs, bien que les avoirs intérieurs nets (AIN) aient crû de 23,9 %, contre un taux de croissance de 15,4 % enregistré en 2006, son impact a été plus que compensé par la réduction des AEN. Une analyse des crédits totaux montre que le système bancaire a retiré un pourcentage important de ses créances sur l'Etat et les institutions publiques. Cependant, le niveau des crédits accordés au secteur privé a augmenté de 15,4 %, passant à 2.783,3 milliards de D.

2 PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

La performance de la Gambie au titre des critères de la convergence est demeurée encourageante en 2007. Le pays a réalisé quatre (4) objectifs en 2007 dont deux critères primaires et deux critères secondaires. La performance pour chacun des critères primaires et secondaires est indiquée ci-dessous.

2.1 Performance au titre des critères primaires

La Gambie a maintenu son déficit budgétaire en dessous du niveau maximum requis de 4 % du PIB. Entre autres mesures, la création de l'Office gambien des recettes, l'automatisation de la collecte et des mécanismes d'évaluation des impôts et l'introduction du système de gestion de trésorerie en 2006 ont contribué à l'amélioration relative de la performance budgétaire.

Tableau 3.11 : SITUATION DE LA CONVERGENCE DE LA GAMBIE

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	3,6	9,8	9,1	5,2	9,9	8,4	2,7	0,5	3,9
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	0,2	8,1	13,0	17,6	8,0	1,8	1,4	6,0	5,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	0,0	80,7	22,0	63,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves brutes de change	≥ 6 mois Imports	7,5	7,2	2,9	3,1	4,7	5,2	4,9	4,4	4,8
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	23,3	19,2	14,1	13,8	22,4	17,2	18,8	19,3	19,3
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	30,6	39,1	38,0	33,3	23,1	24,3	24,2	22,4	23,5
iii) Investissements interres/Recettes	≥ 20% RF	6,1	7,1	5,6	3,2	9,1	6,3	2,9	4,9	5,4
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	8,8	0,9	-4,0	-5,1	6,8	3,2	3,6	-1,0	0,0
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-6,9	-18,3	-24,6	-42,5	-17,1	4,5	-1,1	-1,1	0,3
Nombre de critères respectés		7	2	0	1	4	5	6	4	6

Sources : AMAO, Banque centrale de la Gambie

*Projections à fin 2008

L'inflation, qui avait été jugulée en 2005 et 2006, a commencé à s'accroître au cours de l'année considérée, passant de 1,4 % en décembre 2006 à 6 % à fin 2007, manquant ainsi d'atteindre l'objectif de 1 point de pourcentage. Tel qu'indiqué plus haut, l'envolée des cours des produits pétroliers, ainsi que les rigidités liées à l'offre ont contribué à ce phénomène ; l'on note également que les autorités ont étendu la couverture de l'IPC à tous les centres urbains et suburbains.

La banque centrale n'a pas financé le déficit budgétaire en 2007, ce qui reflète une bonne performance budgétaire. L'amélioration de la mobilisation des recettes et la limitation des dépenses sont dues à l'engagement des autorités à éviter les dépassements de dépenses, dans le cadre d'un système de budget de trésorerie strict, ce qui a contribué à maintenir cet objectif du non-financement du déficit budgétaire par la banque centrale.

Les réserves extérieures brutes ont continué de croître, passant de 4,9 mois de couverture des importations à 5,5 mois à fin 2007. Ainsi, le pays a manqué de peu d'atteindre le critère minimum requis de 6 mois. La performance de la Gambie pour ce critère a été favorisée par l'accroissement des flux de devises au titre des exportations traditionnelles et des transactions du compte de capital.

2.2 Performance au titre des critères secondaires

En ce qui concerne le critère des arriérés intérieurs, les Etats membres sont tenus d'éviter d'accumuler de nouveau arriérés et de liquider tous les arriérés existants. L'importance de ce critère tient au fait qu'il renforce la crédibilité de l'indicateur du déficit primaire. Cependant, ce critère n'a pu être évalué, faute de données suffisantes. Les données relatives au volume des arriérés à fin 2007 n'étaient pas disponibles, bien que celles des données du budget montrent que le gouvernement a apuré 134,6 millions de ₮ et 82 millions de ₮ en 2006 et 2007, respectivement.

Après avoir atteint l'objectif du ratio recettes fiscales/PIB pour la première fois en 2006, la Gambie a maintenu sa performance au cours de l'année considérée. Ce résultat a marqué un progrès notable depuis 2004, indiquant l'efficacité du mécanisme de mobilisation introduit ces dernières années.

La performance de la Gambie au titre du ratio masse salariale/recettes fiscales est également très encourageante, dans la mesure où le pays a systématiquement atteint l'objectif maximum requis de 35 % ces dernières années.

L'amélioration des recettes fiscales a également réduit le ratio masse salariale/recettes fiscales, qui est demeuré favorablement inférieur au niveau maximum de 35 %. Il est nécessaire que la Gambie approfondisse sa stratégie de développement axée sur le secteur privé, afin de maintenir sa performance pour ce critère.

Cependant, le niveau des investissements est demeuré très faible, indépendamment de l'accroissement des recettes. Ce résultat, qui a été constamment inférieur à 8 % ces dernières années, s'est amélioré, passant de 2,9 % à 6 % en 2007.

Les taux d'intérêt réels sont demeurés positifs en 2007, maintenant ainsi la bonne performance enregistrée depuis 2004. Il est nécessaire que la Gambie contienne les poussées inflationnistes afin de maintenir sa bonne performance au titre de ce critère, compte tenu de la faiblesse du taux d'épargne moyen.

En utilisant une fourchette de fluctuation de $\pm 5\%$, le taux de change réel est demeuré stable, s'appréciant de 1,1 % au cours de chacune des deux années consécutives, 2006 et 2007. La Gambie a systématiquement atteint cet objectif ces dernières années.

3 PERSPECTIVES POUR 2008

S'agissant de 2008, le gouvernement a élaboré un programme au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), financé par le FMI en vue de maintenir des politiques macroéconomiques prudentes, consolider les acquis des dernières années en ce qui concerne la stabilité macroéconomique et d'encourager les réformes susceptibles d'engendrer une croissance plus robuste. A cet égard, il est prévu que l'économie enregistre un taux de croissance d'environ 6,5 %. D'autres objectifs sont indiqués ci-après :

- maintenir l'inflation à la fin de l'année en dessous de 5 % ;
- maintenir un excédent du solde budgétaire de base situé entre 1 et 2 % du PIB ;
- réduire le ratio dette intérieure/PIB ;
- maintenir un déficit du compte courant extérieur (transferts publics compris) à environ 12 % du PIB ; et
- maintenir un niveau de réserves internationales équivalant à environ quatre mois de couverture des importations.

Compte tenu des politiques macroéconomiques prudentes, des investissements massifs dans les secteurs du tourisme et de l'énergie, ainsi que des engagements de l'Etat à surmonter les contraintes dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie et le bâtiment, le taux de croissance de 6,5 % prévu pour 2008 semble raisonnable. Le ralentissement de la croissance de la monnaie au sens large enregistrée en 2007 et l'amélioration attendue au titre des conditions de l'offre sur le marché des produits de base, suite au règlement de la crise frontalière récente avec le Sénégal voisin, indiquent que les poussées inflationnistes vont faiblir au cours de l'année à venir.

Par ailleurs, l'appréciation continue de la monnaie nationale aura une incidence négative sur la compétitivité du pays par rapport à ses partenaires commerciaux. Les autorités devraient en tenir compte. Par conséquent, il pourrait s'avérer nécessaire pour le gouvernement de stériliser les injections de devises dans l'économie afin de maîtriser la demande globale et toute appréciation supplémentaire du dalasi.

Ceteris paribus, les projections pour 2008 indiquent que la Gambie améliorera ses performances en matière de convergence macroéconomique. Le pays réalisera les critères sur l'inflation en plus des quatre objectifs atteints en 2007. L'objectif du déficit budgétaire serait difficilement atteint, en raison des augmentations prévues au titre des dépenses courantes et de capital. L'inflation reculera, passant de 6 % à 2,6 %, d'ici à fin 2008 en raison de la politique monétaire restrictive poursuivie. La performance en matière de financement du déficit budgétaire par la banque centrale et les réserves extérieures brutes devrait être bonne. L'on s'attend à une augmentation des recettes fiscales, ce qui permettra de maintenir la performance pour la masse salariale, bien que le niveau des investissements publics demeurera faible. Tout comme ces dernières années, l'on s'attend à ce que le pays atteigne également les objectifs concernant les taux d'intérêt réels et la stabilité du taux de change réel.

4 Conclusion et recommandations

Pour conclure, l'économie est demeurée robuste en dépit de certaines difficultés dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment. La stabilité macroéconomique a été maintenue ces dernières années, le taux d'inflation a été faible, les réserves internationales ont augmenté et les déficits budgétaires ont été limités. La politique monétaire s'est également améliorée de manière notable.

Cependant, l'économie est confrontée à certaines difficultés qui méritent d'être surmontées, dès que possible. Au nombre de celles-ci figurent : l'accroissement de la demande globale due aux injections massives de devises dans l'économie, l'appréciation continue de la monnaie nationale, l'aggravation du déficit du compte courant due à l'accroissement des contraintes liées au commerce de marchandises, la marge importante entre le taux de l'épargne et le taux prêteur, l'insuffisance de l'offre et une augmentation relative de la demande globale.

Néanmoins, les perspectives pour 2008 sont optimistes. Les politiques macroéconomiques du gouvernement pour 2008 visent à consolider les acquis des dernières années et à favoriser des réformes de nature à engendrer un taux de croissance plus fort et à faire reculer davantage la pauvreté. Les mesures proposées semblent appropriées et réalisables et les objectifs fixés sont en conformité avec les exigences de convergence de la CEDEAO.

Compte tenu de cette évolution, il est nécessaire que le gouvernement maintienne les politiques budgétaires et monétaires prudentes adoptées ces dernières années afin de maintenir le niveau de l'activité économique et la stabilité macroéconomique. En particulier, il est nécessaire que le gouvernement évite les dérapages budgétaires constatés ces dernières années. Il est également nécessaire que le gouvernement mette en place des structures pertinentes en vue d'accroître les recettes. Par ailleurs, il est souhaitable que la banque centrale maintienne sa politique monétaire restrictive. En outre, le secteur réel ne dispose pas de suffisamment d'infrastructures, notamment les barrages pour l'irrigation, les installations de stockage et d'autres moyens de nature à encourager l'accroissement de la production à des fins de consommation tant interne que pour les exportations. Il est également nécessaire que la Gambie poursuive ses initiatives d'harmonisation des politiques, en particulier, dans les domaines de la mise au point d'un système de paiement et de libéralisation des échanges.

Par conséquent, les autorités pourraient prendre en compte les recommandations ci-après :

1. améliorer davantage les recettes fiscales en introduisant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), continuer de renforcer le système de recouvrement des recettes et élargir l'assiette fiscale afin de prendre en compte les professions identifiables dans le secteur informel ;
2. favoriser le développement du secteur privé en améliorant l'accès au capital et en promouvant le développement de l'infrastructure, notamment les routes, les services publics et les télécommunications ;
3. déployer des efforts importants en vue d'accroître le niveau des investissements publics financés par les sources internes ;
4. rationaliser le secteur public et consolider le niveau actuel de la masse salariale du secteur public ;
5. diversifier la base de production en vue de résoudre le problème de la trop grande dépendance du pays de quelques produits d'exportation de base (arachides et noix de cajou) ;
6. améliorer la capacité de génération de devises grâce à la promotion des exportations ;
7. conclure un accord pratique avec le Gouvernement du Sénégal afin de faciliter le commerce transfrontalier et d'accélérer la mise en œuvre de tous les aspects du SLEC et du TEC ; et